



L'ÉVÉNEMENT

« Développons avec l'Allemagne une identité européenne »

PROPOS RECUEILLIS PAR

DANIÈLE GUINOT @danieleguinot
ET JACQUES-OLIVIER MARTIN
 @jocjom

Philippe Oddo est à la tête d'une banque franco-allemande. En 2016, il a acquis BHF-Bank, qui a donné naissance au groupe Oddo BHF, spécialisé dans la gestion d'actifs, la banque privée, et la banque d'investissement. Le dirigeant passe trois jours par semaine dans ses bureaux de Francfort.

LE FIGARO. - Qu'attendre des élections législatives du 26 septembre ?

Philippe ODDO. - Contrairement aux années précédentes, le débat porte davantage sur la personnalité des candidats que sur les idées et les programmes des partis. Olaf Scholz apparaît aux yeux des Allemands comme la personnalité la plus capable de gérer le consensus, qualité appréciée par les Allemands et qui a été un élément clé dans la réussite d'Angela Merkel. La chancelière a été capable de comprendre ce que son peuple voulait, ce qui lui a permis de rester seize ans au pouvoir et de garder encore aujourd'hui une popularité très élevée. De nombreuses alliances sont encore possibles entre les trois candidats favorisés à la Chancellerie, en plus d'Olaf Scholz.

L'Allemagne est-elle prête à s'engager davantage en Europe ?
 Le pays a approuvé le plan de relance européen de 750 milliards d'euros, ce qui représente un changement radical de la politique allemande. Angela Merkel a senti que les Allemands, très sensibles

aux difficultés des Italiens au début de la pandémie, étaient favorables à la solidarité européenne. Ce n'est donc pas seulement elle qui a changé de cap, mais l'opinion publique. De façon générale, les Allemands sont convaincus que leur avenir passe par une relation forte avec la France pour continuer à construire l'Europe.

Les deux pays sont-ils toujours le moteur de la zone euro ?

Les chiffres montrent que l'Europe passe par l'axe franco-allemand. À eux deux, France et Allemagne représentent 150 millions d'habitants, pèsent 65 % de la capitalisation boursière de la zone euro et près de 50 % de son PIB. L'intérêt de cet axe est en outre culturel. Quand les Français et les Allemands trouvent un accord, les pays de culture latine, comme l'Italie et l'Espagne, y adhèrent car ils estiment que celui-ci sera aussi adapté à leurs besoins. À l'inverse, les pays du Nord sont rassurés par la prudence allemande. La France et l'Allemagne sont de plus complémentaires, notamment au niveau de la conception de nouveaux projets. À titre anecdotique, chez nous, où l'audace est plus forte, le concept, écrit avec C, est une idée que l'on peut décrire au dos d'un ticket d'un métro. Outre-Rhin, le Konzept, écrit avec un K, est un projet qui a été étudié dans les moindres détails, recensant toutes les étapes et ressources nécessaires pour le mettre en œuvre. La combinaison de ces deux concepts C et K fonctionne très bien.

Comment renforcer la coopération

entre les deux pays ?

Aujourd'hui, les échanges de personnes entre la France et l'Allemagne sont trop peu nombreux. Seuls 2 % des étudiants étrangers présents en Allemagne viennent de France, et 2 % des étudiants étrangers en France viennent d'Allemagne. L'enjeu est pourtant essentiel. Nous militons pour le développement, à l'échelle européenne, d'un service civique européen. Le système devrait être incitatif afin de pousser tous les jeunes, et pas seulement les étudiants, à passer un an dans un autre pays de l'Union. Cela permettrait de donner une deuxième chance aux jeunes que notre système éducatif n'a pas su accompagner, et d'apporter une flexibilité au marché du travail à l'échelle européenne. Ces échanges permettraient de créer une véritable identité européenne et de renforcer la construction de l'Union.

Peut-on vraiment décroisser le marché du travail ?

Les différences de systèmes fiscaux, de santé et de retraite d'un pays à l'autre freinent beaucoup les expatriations et, plus généralement, les échanges. Nous proposons de bâtir un Erasmus des entreprises qui s'articulerait autour d'un statut d'expatrié européen qui permettrait de rester rattaché pendant une durée de trois ans par exemple aux services sociaux et fiscaux de son pays d'origine.

Allez-vous renforcer la construction européenne de votre banque franco-allemande ?





Nous mettons en œuvre un projet baptisé « Europe Now! », dont l'ambition est de créer un champion européen dans notre domaine. Ce projet doit nous permettre de transformer notre groupe plus rapidement, en renforçant l'esprit d'équipe et la coopération transfrontalière, en simplifiant notre organisation, et en investissant dans les technologies liées à la digitalisation, l'intelligence artificielle, la data, le cloud ou la blockchain. Nous allons nous appuyer sur une plateforme informatique unique développée en interne qui a pour ambition d'offrir à terme tant aux équipes qu'aux clients, une même interface quelle que soit leur localisation. Enfin, nous voulons fusionner nos structures juridiques qui pourraient devenir une seule entité, qui serait alors une société européenne.

Les salariés sont-ils associés à ces changements ?

Oui, très largement. Nous voulons renforcer leur poids au capital dont ils détiennent déjà 25 %. Nous les avons largement sollicités en leur demandant de réfléchir avec nous sur nos valeurs et notre promesse, en leur proposant des formations, notamment de langues, et en encourageant les mobilités internes entre départements et entre pays, afin de dynamiser l'esprit d'équipe par-delà les frontières.

De manière générale, comment se portent les entreprises en cette rentrée ?

Les entreprises vont bien. Leurs résultats sont globalement supérieurs aux attentes et leurs carnets de commandes sont bien remplis. Le phénomène est même surprenant par son ampleur. Mais les préoccupations des chefs d'entreprise ont changé par rapport à il y a deux ans. Les problèmes de pénuries de certains matériaux et le renchérissement des frais de transport et des matières premières sont omniprésents. Les entreprises sont aussi

confrontées à des difficultés pour recruter, partout dans le monde, car le rapport au travail pourrait avoir changé pendant la crise.

Faut-il s'inquiéter du retour de l'inflation ?

La hausse des prix est liée à un phénomène d'accordéon avec dans un premier temps un quasi-arrêt de l'économie mondiale, à l'origine des difficultés actuelles d'approvisionnement de la chaîne logistique, suivi d'une reprise très forte. Reste à savoir si les salaires suivront ? Les politiques monétaires des banques centrales mondiales indiquent qu'elles pensent que l'inflation sera temporaire. Ces institutions observent vraisemblablement de près l'évolution des devises qui ont incontestablement un impact sur la compétitivité des entreprises de leur zone.

La reprise allemande est-elle aussi soutenue qu'en France ?

L'économie allemande avait moins ralenti que l'économie française et elle redémarre un peu moins vigoureusement. La principale différence entre les deux pays est que l'Allemagne est un pays industriel qui dispose d'une extraordinaire capacité d'exportation. Elle a déjà renoué avec un excédent commercial proche de celui d'avant crise, de l'ordre de 250 milliards d'euros. ■

« Les différences de systèmes fiscaux, de santé et de retraite d'un pays à l'autre freinent beaucoup les expatriations et les échanges »





SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

LE GRAND
TÉMOIN >

PHILIPPE **ODDO**
ASSOCIÉ GÉRANT
CHEZ ODDO BHF

